



Gilles BLOCH, Président directeur général de l'INSERM

Le président de l'Inserm, à la tête de la principale organisation de recherche médicale en France, tient à mettre en évidence les trois piliers de la recherche biomédicale dans notre pays : son système hospitalier, un système de recherche assez solide avec un niveau de publications « *qui tient son rang* » et un système assurantiel que l'on peut juger exceptionnel.

Interface

Les organisations universitaires et de recherche positionnent la France dans une situation qui peut nous laisser optimiste, même si « *tout ne va pas bien* ». Mais le chercheur nous incite à poser la question de la relance de « *la machine recherche-formation pour que dans l'avenir nous puissions bien nous inscrire dans la concurrence internationale* ». Et il poursuit, « *nos laboratoires fonctionnent bien, nos CHU remplissent leur mission, mais comment améliorer l'interface entre ces deux mondes* » ?

Priorité

La vraie question qui est posée est celle du coût nécessaire pour « *dégager du temps pour les chercheurs* ». Le directeur général de l'Inserm évoque les priorités politiques qui devraient être affichées :

- L'interface avec le monde hospitalier en se posant la question de la meilleure manière de consolider les relations entre chercheurs et hospitaliers
- La révolution des données sachant qu'à l'étranger comme aux États-Unis et en Israël, le sujet est permanent
- Comment concilier la volonté politique d'investir dans certains domaines de la santé et la capacité à mobiliser des financements « *pour faire levier* »
- Et comment orienter la recherche vers les maladies mentales qui doivent constituer une priorité.

En terme d'organisation de l'innovation, le patron de l'Inserm souligne qu'il faut maintenant « *multiplier les success story des start-up* ». Il souligne, « *nous avons un vrai problème de matching entre le flux de bons docteurs et la capacité d'absorption dans notre tissu économique* ». La recherche publique ne pourra pas absorber le double de ce qu'elle absorbe aujourd'hui. Il faut donc recréer un tissu économique des industries de santé, aujourd'hui insuffisant dans notre pays.